

Communiqué de presse

Plusieurs organisations accusent les magnats européens Vincent Bolloré et Hubert Fabri de recourir à l'intimidation pour museler l'opposition locale à l'accaparement des terres africaines

SOCFIN Agricultural Company Sierra Leone Ltd. (SAC), une filiale de SOCFIN (Société Financière des Caoutchoucs) enregistrée au Luxembourg et contrôlée par l'entrepreneur français Vincent Bolloré et l'homme d'affaires belge Hubert Fabri, poursuit une ONG sierra-léonaise, Green Scenery, pour les rapports qu'elle a publiés sur les activités de la société.

En mai 2011, Green Scenery a publié un rapport sur le projet de plantation de palmiers à huile de la SAC en Sierra Leone, qui mettait en lumière l'absence de compensation adéquate, la corruption et les pressions exercées sur les propriétaires terriens et les chefs afin qu'ils signent des accords pour céder leurs terres.¹

Plus tôt en 2011, la SAC signait un bail de 50 ans avec le gouvernement sierra-léonais pour 6 500 hectares (ha) de terres agricoles utilisées par plus de 9 000 agriculteurs de 24 villages dans le district de Pujehun. L'accord donnait également à la SAC l'option d'augmenter la superficie louée de 5 000 ha supplémentaires.

La société a répondu aux allégations de Green Scenery en intentant des poursuites pour diffamation (SLAPP) contre l'ONG et son directeur exécutif, Joseph Rahall. La société demande à un tribunal sierra-léonais d'ordonner à l'ONG de présenter des excuses, de verser des dommages et intérêts et de mettre fin à la diffusion d'informations que la société jugerait diffamatoires. Pourtant, le rapport de Green Scenery est cohérent avec les plaintes officielles déposées par les communautés locales, opposées à l'appropriation de leurs terres et à la destruction de leurs cultures et forêts par SOCFIN.² En décembre 2012, 101 membres des familles de propriétaires terriens de 36 villages du district ont appelé la Commission Nationale des Droits de l'Homme, les organisations de la société civile et les Nations Unies à soutenir leur lutte contre la société.³

Ces allégations ont également été corroborées par des évaluations indépendantes menées sur le terrain par plusieurs organisations internationales, notamment l'Oakland Institute en février 2012⁴ et Welthungerhilfe en mai 2012.⁵

¹ Voir http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/201105_Socfin_Pujehun_report%20EDITED.pdf

² Voir par exemple

http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Malen_Land_Owners_Association_MALOA%20grievances%20of%20land%20owners.pdf

³ Voir http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Malen_Land_Owners_Association_Statement.pdf

⁴ Voir http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/201105_Socfin_Pujehun_report%20EDITED.pdf et

http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Malen_Land_Owners_Association_MALOA%20grievances%20of%20land%20owners.pdf

⁵ Voir <http://www.welthungerhilfe.de/global-hunger-index2012.html#!c12917/>.

Pour Frédéric Mousseau de l'Oakland Institute, « Bolloré et Fabri utilisent un procès en diffamation pour museler l'opposition locale et intimider une ONG dont le seul crime est de défendre les droits d'agriculteurs locaux dont les terres sont accaparées. »

« Des pratiques similaires par des filiales de la SOCFIN ont été signalées ces dernières années au Cambodge, au Cameroun et au Libéria,⁶ où Bolloré ou SOCFIN ont utilisé la menace de poursuites judiciaires contre les ONG et les médias pour faire taire les critiques » renchérit Devlin Kuyek de GRAIN.

En tant qu'organisations engagées dans la défense des droits humains fondamentaux et la promotion de l'agriculture durable, nous sommes très préoccupées tant de la menace que constitue le projet de SOCFIN pour les agriculteurs de la Sierra Leone que de la menace que les manœuvres d'intimidation représentent pour le travail des organisations de la société civile indépendantes et, à travers lui, pour la démocratie. C'est pourquoi nous tenons à exprimer notre solidarité avec Green Scenery.

Signé par:

Oakland Institute (USA) www.oaklandinstitute.org

GRAIN (International) www.grain.org

Foi & Justice (Cameroun) www.aefjn.org/index.php/foi-justice-cameroun.html

SHERPA (France) www.asso-sherpa.org

Peuples Solidaires (France) www.peuples-solidaires.org

Centre national de coopération au développement-11.11.11 (Belgique) www.cncd.be

Action Solidarité Tiers Monde (Luxembourg) astm.lu/

SWISSAID (Suisse) www.swissaid.ch/

Pain pour le prochain (Suisse) www.painpourleprochain.ch/

L'Autre Syndicat (Suisse) www.lautresyndicat.ch

Plateforme pour une agriculture socialement durable (Suisse) www.agrisodu.ch

⁶ Voir "Rights groups say rubber producer must halt work over disputed land," *Deutsche Presse-Agentur*, 6 octobre 2011, http://www.monstersandcritics.com/news/asiapacific/news/article_1667051.php/Rights-groups-say-rubber-producer-must-halt-work-over-disputed-land; et OECD Watch, "Environmental and labour violations at SOCAPALM in Cameroon," http://oecdwatch.org/cases/Case_203/@@casesearchview?type=Issue&search=en_Environmental%20and%20labour%20violations%20at%20SOCAPALM%20in%20Cameroon

Contact Médias :

Sierra Leone:

Joseph Rahall, Green Scenery,
+232 22 226216 / +232 76 601979
j.rahall@greenscenery.org

Etats Unis:

Frédéric Mousseau, Oakland Institute,
+ 33 6 78 58 51 03 / + 1 510 512 54 58
fmousseau@oaklandinstitute.org

Indonésie:

Devlin Kuyek, GRAIN
+62 81 281 483 770
devlin@grain.org

Belgique:

Stéphane Desgain, CNCD-11.11.11
+32.2.250.12.64 / +32.475.76.90.61

France:

Marie-Laure Guislain, SHERPA
+ 33 (0)1 42 21 33 25
marie-laure.guislain@asso-sherpa.org

Luxembourg:

Marc Keup, Action Solidarité Tiers Monde (tbc)
+352 400 427-20
marc.keup@astm.lu

Suisse:

Yvan Maillard, Pain pour le prochain
+41(0)79 267 01 09
maillard@bfa-ppp.ch